



«L'italianité est dans l'ADN de la Suisse»

DIPLOMATIE La visite d'Etat du président italien Sergio Mattarella à Berne a permis au président de la Confédération Ignazio Cassis d'affirmer des liens étroits avec ce voisin. La taxation des frontaliers et la liste noire de Rome demeurent des pierres d'achoppement

STÉPHANE BUSSARD, BERNE
@StephaneBussard

Il avait déjà vu Oscar Luigi Scalfaro, Carlo Azeglio Ciampi. Mais Giovanni Mattered, 69 ans, est venu mardi, malgré le froid, sur la place Fédérale à Berne pour voir Sergio Mattarella, président de la République italienne en visite d'Etat en Suisse. Il a filmé toute la scène, les honneurs militaires aux côtés d'Ignazio Cassis, président

nier en hiver à Crans-Montana, Verbier et Davos. Puis il a officié au sein du service à l'étage à l'hôtel Bellevue.

Sur le pas de porte du Palais fédéral, l'intégralité du Conseil fédéral assiste à la cérémonie. Sur la place, des centaines de militaires, bérets bordeaux, alignés, le fusil en bandoulière. Le public est présent, mais ce n'est pas la foule des grands jours.

Automne européen pour Cassis

Pour Ignazio Cassis, fortement critiqué – au même titre que le collègue gouvernemental – pour sa politique européenne, c'est une manière élégante de finir son année présidentielle deux semaines après avoir rencontré en bilatéral le président français Emmanuel Macron. Jeudi, il sera en visite d'Etat en Belgique où il rencontrera le roi Philippe et la reine Mathilde. A défaut d'une vision claire sur le devenir de la relation avec Bruxelles, le conseiller fédéral entretient des contacts personnels avec les leaders européens. Professeur à l'Université de Genève et spécialiste des questions européennes, René Schwok relève la difficulté de l'exercice: «Pour ce qui est de l'accord-cadre institutionnel ou de la relation entre la Suisse et l'Europe, je n'ai pas d'informations selon lesquelles l'Italie se serait particulièrement occupée du dossier. C'est souvent la tactique des Etats tiers: quand ils ont des difficultés avec la Commission européenne, ils essaient de contourner l'obstacle en tentant de jouer leur carte dans les capitales. Le problème, c'est que les Etats membres de l'UE n'ont pas joué un grand rôle dans la question de l'accord institutionnel. C'est avant tout la Commis-

sion qui s'en charge. Les Etats n'ont pas un intérêt particulier à le faire.»

Partenaires économiques

La visite d'Etat de Sergio Mattarella, un président de 81 ans, à qui on a expressément demandé de rempiler pour assurer la stabilité institutionnelle de l'Italie, a toutefois eu une valeur symbolique. Ignazio Cassis a rappelé les liens forts qui unissent les deux pays: «En particulier durant les années du miracle économique de l'après-guerre, votre peuple, Monsieur le Président, a contribué comme aucun autre à l'essor de la Suisse. La communauté italienne vivant en Suisse est toujours la plus grande communauté étrangère de notre pays [...]. Cette précieuse greffe, si je puis dire, a renforcé l'italianité déjà présente dans l'ADN de la Suisse.» Le président de la Confédération n'a pas manqué de «saluer les quelque 80 000 citoyens italiens qui travaillent comme frontaliers en Suisse et qui contribuent de manière essentielle à la prospérité tant suisse qu'italienne». Dans les faits, l'Italie est le quatrième marché d'exportation de la Suisse et cette dernière est le cinquième marché le plus important pour l'Italie. Les échanges commerciaux entre les deux pays se chiffrent à 34 milliards de francs par an.

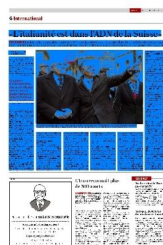
A l'heure où les équilibres linguistiques en Suisse restent une question sensible – on le voit avec la course au Conseil fédéral –, le fait que l'italianité soit aux premières loges sur la place Fédérale est un signal d'importance. Les deux présidents ont parlé de la guerre en Ukraine et de la nécessité pour les démocraties, en particulier européennes, de rester

«La guerre d'agression de la Russie en Ukraine nous renvoie à la pire époque des impérialismes et des nationalismes»

SERGIO MATTARELLA, PRÉSIDENT ITALIEN

de la Confédération. «J'ai été très ému au moment de l'hymne national italien entonné par la fanfare militaire de l'armée suisse, avouet-il. Et quand le président Mattarella est passé devant moi, je lui ai dit quelque chose que j'avais préparé: «Vous êtes l'une des dernières personnes sérieuses en Italie. Il m'a serré la main.»

Giovanni Mattered a grandi à Ischia, près de Naples, dont il a gardé l'accent. Il vit en Suisse et est marié à une Helvète. Il incarne ces relations étroites qu'entretiennent les deux pays: 320 000 Italiens vivent en Suisse, le double si l'on compte les binationaux. C'est la plus forte communauté italienne hors d'Italie après l'Argentine et l'Allemagne. Pendant près de vingt ans, Giovanni Mattered était travailleur saison-



solidaires et unies. Pour Sergio Mattarella, la guerre d'agression de la Russie en Ukraine «nous renvoie à la pire époque des impérialismes et des nationalismes». Elle lacère profondément «le tissu de normes et de principes juridiques qui ont donné corps au système multilatéral fondé sur le droit international et l'égalité entre Etats». Le président de la République italienne a fait l'éloge du «grand penseur suisse» Benjamin Constant et des «libertés des modernes».

«Nous sommes en pleine conformité»

Les deux présidents n'ont pas occulté les sujets qui fâchent. La Suisse attend toujours que le parlement italien ratifie un accord conclu une première fois en 2015, puis en 2020, sur l'imposition des travailleurs frontaliers. Le 24 novembre dernier toutefois, le gouvernement italien a élaboré un projet de loi dans ce sens.

Reste enfin la «liste noire» établie par Rome en 1999 et sur laquelle figure toujours la Suisse par rapport à la fiscalité des per-

sonnes physiques. Cité par la RSI, le président de l'Association bancaire tessinoise, Alberto Petruzella, déplore le fait que des clients italiens qui ont élu domicile en Suisse sont toujours discriminés par le fisc italien. Pour lui, le paradis fiscal suisse n'existe plus. La place financière de Lugano est directement concernée. Ignazio Cassis s'est exprimé sur le sujet en conférence de presse: «Il est important que la Suisse soit rayée de cette liste. Elle n'a plus de raison d'être. Nous sommes en pleine conformité.» ■



Sergio Mattarella et Ignazio Cassis traversant la place Fédérale, ce mardi 29 novembre 2022 à Berne. Avec 320 000 Italiens qui y vivent – le double si l'on compte les binationaux –, la Suisse héberge la plus forte communauté italienne hors du pays, après l'Argentine et l'Allemagne. (ALESSANDRO DELLA VALLE/KEYSTONE)